

**Conseil économique et social**

Distr. générale  
20 septembre 2016  
Français  
Original : anglais

**Commission économique pour l'Europe**

Comité directeur des capacités  
et des normes commerciales

**Groupe de travail des normes  
de qualité des produits agricoles**

Section spécialisée de la normalisation  
des plants de pomme de terre

**Quarante-troisième session**

Genève, 31 août (après-midi)-2 septembre 2016

**Rapport de la Section spécialisée de la normalisation des  
plants de pomme de terre sur sa quarante-troisième session****I. Introduction**

1. M. John Kerr (Royaume-Uni) présidait la session de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre. La session a été ouverte par M. Mika Vepsäläinen, Chef de la Section de l'accès aux marchés de la Commission économique pour l'Europe (CEE), qui a souligné l'importance des travaux accomplis par la Section spécialisée. Il a remercié de leur présence et de leur soutien toutes les délégations qui participaient régulièrement aux sessions et celles qui venaient pour la première fois, rappelant que la Section était fermement résolue à tenir la norme à jour et à produire des documents d'orientation très appréciés concernant la norme et son utilisation. Il a fait ressortir combien il était nécessaire que les normes continuent de répondre aux besoins des négociants et des consommateurs, et souligné que ces travaux devaient être portés à l'attention des États Membres de l'ONU. Il a rappelé que la Section spécialisée relevait du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles et que de ce fait ses sessions ordinaires devaient se tenir (une fois par an ou à une autre cadence) à Genève. Il était possible d'organiser dans d'autres lieux des réunions techniques informelles sous forme de réunions de rapporteurs, mais sans l'aide du secrétariat, faute de crédits.

2. M. Vepsäläinen a souligné que les travaux de toutes les sections spécialisées devaient aller dans le sens des objectifs de développement durable (ODD) adoptés l'année précédente par les États Membres de l'ONU étant donné que deux de ces objectifs renvoyaient explicitement à la sécurité alimentaire, à l'agriculture durable et à des modes

GE.16-16227 (F) 021116 031116



\* 1 6 1 6 2 2 7 \*

Merci de recycler



de consommation responsables. Ces ODD se trouvaient au cœur des travaux de la Section spécialisée ; il suffisait de les mettre en valeur.

## **II. Participation**

3. Des représentants des pays ci-après ont participé à la session : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Israël, Italie, Pays-Bas, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.

## **III. Adoption de l'ordre du jour**

4. Les délégations ont adopté l'ordre du jour provisoire, avec les modifications proposées.

## **IV. Faits notables survenus depuis la dernière session**

5. Le Chef de la Section de l'accès aux marchés a présenté les faits nouveaux découlant de l'Assemblée générale des Nations Unies qui avaient une incidence sur les travaux de la Section spécialisée, en particulier, des débats sur le budget-programme tenus au cours des mois écoulés au Siège de l'ONU, à New York. Il a relevé que les activités normatives menées par la CEE, notamment relatives aux normes de qualité des produits agricoles, étaient au centre de l'attention. L'Assemblée générale n'ayant pas pris de décision définitive concernant les activités normatives, la question de l'affectation des ressources allait probablement se poser à nouveau au cours des discussions sur le budget-programme. Le Chef de la Section a proposé aux délégations de demander l'aide de leur mission permanente auprès de l'ONU à New York.

6. Le secrétariat a brièvement passé en revue les résultats de la session de 2015 du Groupe de travail et de sa conférence sur la traçabilité des produits agricoles. La conférence de cette année, qui aura lieu le 10 novembre (au moment de la session du Groupe de travail), portera sur l'objectif 12 de développement durable (Modes de consommation et de production durables) et, plus particulièrement, sur la réduction des pertes et gaspillages alimentaires et sa relation avec les normes.

## **V. Information sur les réunions du Bureau et des rapporteurs tenues en 2015 et 2016**

7. La Section spécialisée a passé en revue et accepté les modifications proposées à l'issue de la réunion des rapporteurs tenue à Oulu (Finlande), ainsi que les modifications proposées à la session de la Section spécialisée de la normalisation des plants de pomme de terre :

- Annexe VII (Définition des parasites ne faisant pas l'objet d'une réglementation) : nouvelles définitions des termes « culture », « lot », « origine » et « virose », et suppression des sections sur les viroses légères et les viroses graves (figurant dans le document CEE/CTCS/WP.7/GE.6/2016/3) ;

- Annexe II B (2. Niveau et choix du moment de l'inspection). La référence proposée (« ... le tableau YY de l'annexe IX donne des indications sur le nombre de plants aux fins de l'échantillonnage et le nombre maximum autorisé de chaque défaut dans chaque échantillon en fonction de sa taille ») à un nouveau tableau à ajouter dans l'annexe IX sur l'échantillonnage serait mise en attente jusqu'à ce que le tableau soit élaboré.

8. La norme révisée sera soumise pour adoption à la session de novembre 2016 du Groupe de travail.

## **VI. Techniques PCR (polymerase chain reaction) pour la détection de virus**

9. Le rapporteur (Finlande) a brièvement exposé le cadre général de cette étude, qui avait été réalisée sur la base des contributions des délégations australienne, britannique, suédoise et tchèque, et examinée lors de la réunion des rapporteurs en Afrique du Sud. Il a été décidé de garder un large champ d'activités, c'est-à-dire d'étudier la détection de virus en général et pas seulement les techniques PCR. La Section spécialisée a décidé d'aller dans ce sens, tel qu'exposé dans le document actuel (ECE/CTCS/WP.7/GE.6/2016/INF.3) et a ajouté une définition de l'entité concernée (l'autorité chargée de la certification des plants en liaison avec les services/laboratoires d'essai).

10. La Section spécialisée a examiné l'étude en détail et adopté plusieurs modifications qui sont reprises dans le document actualisé. Le groupe du rapporteur vérifiera cette étude afin de s'assurer que c'est la version définitive du document qui sera distribuée via la liste de diffusion du secrétariat et la liste actualisée des autorités désignées.

## **VII. Guide pour l'inspection des tubercules de pomme de terre**

11. Le Président a indiqué que la version définitive de ce guide avait été établie lors de la réunion des rapporteurs en Afrique du Sud. La Section spécialisée a examiné cette version et y a apporté des modifications d'ordre rédactionnel ainsi que les amendements proposés par les délégations de la France et d'Israël (et révisées par un groupe de travail informel).

12. La Section spécialisée a décidé de soumettre la version révisée du texte, avec les modifications approuvées, pour adoption par le Groupe de travail en novembre 2016 et publication ultérieure.

## **VIII. Guide pour la mise en place d'un service de certification des plants de pomme de terre**

13. Le Président a indiqué que la version définitive de ce guide avait été établie lors de la réunion des rapporteurs en Afrique du Sud. La Section spécialisée y avait apporté quelques modifications, notamment d'ordre rédactionnel.

14. La Section spécialisée a décidé de soumettre la version révisée du texte, avec les modifications approuvées, pour adoption par le Groupe de travail en novembre 2016 et publication ultérieure.

## **IX. Guide pour la culture de tissus et la production de minitubercules**

15. Le représentant de l'Australie a expliqué la raison d'être de la création d'un nouveau guide, qui semblait répondre à la même logique que les guides des autres Sections spécialisées. Dans une déclaration écrite adressée à la réunion, la Section de la pomme de terre de l'Association européenne des semences (ESA) avait exprimé son désaccord sur cette proposition. La nécessité et l'utilité d'un tel guide ont fait l'objet d'un long débat au cours duquel plusieurs délégations ont fait observer qu'il existait déjà un cadre réglementaire (par exemple, les Normes internationales pour les mesures phytosanitaires, NIMP n° 33 ou la législation européenne) qui donnait des orientations dans ce domaine. D'autres délégations ont fait état de lacunes dans les règlements en vigueur, par exemple en matière dans le domaine de traçabilité. Elles estimaient qu'il était nécessaire d'étudier la question plus avant et de l'aborder du point de vue des organismes de certification. Cette démarche pourrait finalement conduire à modifier le titre du guide, son sujet principal ou ses destinataires (organismes de certification) afin d'éviter les chevauchements avec les textes existants. En outre, il a été rappelé que les NIMP s'appliquaient aux systèmes phytosanitaires dans le cadre du commerce international alors que pour les marchés intérieurs des orientations complémentaires et un débat plus large sur la question pourraient être nécessaires.

16. La Section spécialisée est convenue qu'il serait utile que les pays décrivent comment leurs services nationaux organisaient la certification des entreprises productrices de minitubercules. Elle a donc invité les délégations à communiquer aux coordinateurs de ce projet (Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas et Royaume-Uni) des informations sur les pratiques et les directives appliquées au niveau national. Le représentant de l'Australie s'est proposé pour créer un site collaboratif (dont le secrétariat tiendrait le public informé). Les délégations pourraient communiquer leurs contributions jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2017 afin de donner aux rapporteurs le temps d'analyser les documents, d'en retenir les points principaux et de présenter leurs conclusions à la session suivante, en mars 2017.

## **X. Étude sur les méthodes de détection des bactéries**

17. La Section spécialisée a examiné la nécessité de procéder à une étude sur les méthodes de détection des bactéries analogue à l'étude sur les techniques de détection des virus. Les participants jugeaient l'idée très intéressante, mais estimaient préférable de différer l'élaboration d'une telle étude jusqu'à l'achèvement de celle portant sur les techniques de détection des virus. En outre, l'étude devait tenir compte des discussions sur la révision de la position de la Section spécialisée concernant la jambe noire qui devait figurer au programme de ses travaux en 2017.

## **XI. Inspections axées sur les risques**

18. Le rapporteur (Pays-Bas) a présenté brièvement les informations figurant dans le document relatif aux inspections axées sur les risques. Ce type d'inspection avait notamment pour but d'alléger ou de redistribuer la charge financière imposée aux agriculteurs, qui devaient assumer le coût de la certification. D'après le rapporteur, l'introduction des techniques PCR – initialement très coûteuses – avait permis de simplifier beaucoup la procédure de détection, avec des économies à la clef.

19. Chaque lot de tubercules devait être inspecté selon une méthode d'échantillonnage définie conformément à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et à la législation phytosanitaire de l'UE, ce qui rendait très complexe le recours à l'inspection axée sur les risques. En outre, le rapporteur a relevé des différences entre agriculteurs/producteurs concernant le fait de disposer de systèmes d'assurance qualité, de tenir des statistiques exactes et de s'être conformé depuis plus ou moins longtemps à la réglementation. Ces éléments pourraient servir de critère à l'avenir pour déterminer la fréquence des inspections ainsi que le barème de frais imposé aux agriculteurs/producteurs. Le système pourrait aboutir à l'instauration de programmes d'accréditation pour les entreprises ou même pour les petits exploitants, comme c'était déjà le cas en Australie. Du fait des distances à parcourir dans ce pays, les services de certification n'étaient pas en mesure de couvrir la totalité du territoire en permanence. On délivrait donc des accréditations en fonction des résultats d'inspections antérieures.

20. La principale difficulté, selon le représentant des Pays-Bas, tenait à la façon de réduire l'intensité et la fréquence des inspections sans déroger à la législation en vigueur. Le document de travail présentait certaines des solutions, dont l'accréditation, le classement des producteurs sur la base de certains critères et l'établissement de régimes de contrôle minimaux. Cette dernière option, outre qu'elle réduisait l'intensité des inspections, donnait une incitation financière aux agriculteurs qui tenaient leurs propres statistiques et les introduisaient correctement dans la base de données officielle. D'ailleurs, une formation devait être inscrite au programme. Le résultat des discussions tenues aux Pays-Bas devrait permettre d'établir si la technologie de l'information requise par cette option représentait des coûts trop élevés par rapport à ses avantages financiers.

21. La représentante de la France a indiqué que les producteurs pouvaient aussi être incités à satisfaire aux prescriptions en vigueur par le gain de temps lié découlant des inspections axées sur les risques qui s'appliquaient déjà, en France, pour d'autres végétaux.

22. La Section spécialisée a décidé de maintenir la question dans ses travaux et le représentant des Pays-Bas a été invité à informer la Section sur l'avancement des discussions en cours dans son pays. D'autres délégations, notamment celles de l'Australie et du Royaume-Uni, ont offert de rendre compte de leur expérience à la session suivante, en 2017.

## **XII. Taille de l'échantillonnage**

23. Le Président a annoncé que le projet de tableau concernant les tailles d'échantillonnage pour les inspections sur le terrain avait été mis à jour mais qu'il fallait encore poursuivre les travaux et effectuer une analyse statistique. Le Président et la délégation de la Nouvelle-Zélande présenteraient le tableau actualisé à la session suivante ; une version préliminaire serait diffusée par le secrétariat dans les mois à venir.

## **XIII. Étude sur les programmes nationaux de certification des plants de pomme de terre**

24. La représentante de l'Allemagne a donné un aperçu du tableau de comparaison entre les directives de l'Union européenne (UE) et les réglementations nationales qu'elle avait établi et qui avait suscité une réponse de tous les États membres de l'UE sauf trois. La délégation des États-Unis avait élaboré un projet d'enquête par sondage sur les régimes nationaux de certification des plants de pomme de terre. Étant donné que le tableau synoptique de l'UE contenait déjà les données pertinentes pour l'UE, il a été décidé d'utiliser ce tableau comme base et d'y ajouter une colonne (première colonne de gauche)

pour la norme CEE-ONU. Des précisions seraient apportées avec l'European Seed Certification Agencies Association (ESCAA) sur la question de la publication des données.

25. Avant la session suivante et l'établissement du nouveau tableau, le secrétariat – avec le concours des délégations – mettrait à jour la liste des autorités désignées. Le secrétariat a demandé aux représentants de fournir les coordonnées des personnes concernées en vue d'envoyer une demande de mise à jour.

#### **XIV. Pommes de terre à semences véritables**

26. Le représentant des Pays-Bas a présenté le document et évoqué les questions complexes liées à la production et à la commercialisation des pommes de terre à semences véritables dans l'Union européenne. Un groupe de travail de l'UE travaillait à un protocole expérimental portant sur la commercialisation de plants et de tubercules de pomme de terre à semences véritables issus de la première, voire de la deuxième génération de tubercules. Les pommes de terre à semences véritables n'étaient pas incluses dans l'expérimentation car elles n'étaient pas visées par les dispositions réglementaires de l'UE. Les semenciers qui travaillaient sur des variétés hybrides voulaient créer des variétés conformes aux protocoles de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) et un examen des caractères distinctifs, de l'homogénéité et de la stabilité de certaines variétés était en cours. Cependant, il n'était pas encore possible de tirer des conclusions quant à l'homogénéité des échantillons testés.

27. Le représentant des Pays-Bas a indiqué que les variétés concernées ne pouvaient encore être commercialisées qu'à titre expérimental et échangées uniquement entre semenciers. Or, des entreprises souhaitaient commercialiser les pommes de terre à semences véritables et d'autres générations de tubercules, ce qui pouvait conduire à modifier la réglementation européenne. Pour l'heure, la norme CEE-ONU ne s'appliquaient pas aux pommes de terre à semences véritables.

28. La Section spécialisée a décidé de suivre l'évolution des travaux dans ce domaine et d'inscrire la question à l'ordre du jour de la session de 2017.

#### **XV. Promotion et renforcement des capacités**

29. La Section spécialisée a examiné les activités de renforcement des capacités qui pourraient être menées en Afrique de l'Est et le représentant des États-Unis a fait le point sur l'évolution récente de la situation. Le Président a noté que la Section de la pomme de terre de l'ESA avait indiqué dans une communication qu'elle souhaitait contribuer à un atelier qui serait organisé éventuellement. La délégation des Pays-Bas a fait observer que la République-Unie de Tanzanie pourrait aussi vouloir participer à un atelier. Aucun projet ne s'était encore concrétisé faute d'argent et de communications.

30. Le Président a présenté brièvement la brochure de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le renforcement des capacités relatives aux Systèmes des semences et a proposé à la Section spécialisée d'élaborer un prospectus analogue de la CEE afin de faire connaître ses compétences en matière de renforcement des capacités et d'aider les pays à mettre au point leur système de certification des plants de pomme de terre et leurs procédures d'inspection. La délégation de l'Italie a indiqué que la brochure sur le renforcement des capacités avait suscité un vif intérêt pour les Systèmes de l'OCDE, en particulier chez les nouveaux pays membres et les pays en développement. La Section spécialisée a décidé d'élaborer un avant-projet de prospectus d'information de la CEE, qui serait rédigé par les délégations de l'Allemagne, des États-Unis, de la Finlande,

de la République tchèque et du Royaume-Uni, et examiné par la Section spécialisée à sa session de 2017.

31. D'autres outils de promotion ont été passés en revue, notamment des documents vidéo didactiques (comme celui présenté par la Belgique et disponible sur un site Web et sur YouTube) ; la mise au point d'une application proposée précédemment (par l'Australie) concernant le guide des maladies, pour laquelle il fallait trouver un financement ; des publications électroniques et des affiches ; et l'élaboration d'un site Web de type Wikipédia consacré spécifiquement à la pomme de terre et centré sur les besoins des utilisateurs.

32. La Section spécialisée a souligné que les réunions des rapporteurs demeuraient un bon moyen de promotion et d'information concernant la norme et les documents directifs d'orientation de la CEE-ONU, de même que les foires et congrès mondiaux et européens de la pomme de terre. À cet égard, la possibilité d'organiser une manifestation au Congrès mondial de la pomme de terre au Pérou serait examinée une fois connues les dates exactes de cet événement. Le secrétariat a proposé d'organiser une manifestation pendant la session de 2018 de la Section spécialisée afin de présenter les travaux de la Section et leurs résultats (l'accent étant mis sur les objectifs de développement durable).

33. La Section spécialisée a décidé de réaliser une affiche illustrant de quelle manière ses activités s'inscrivaient dans le droit fil des objectifs de développement durable et contribuaient à leur réalisation. Un premier projet serait présenté dans les mois à venir par la délégation australienne et le secrétariat. Il a été proposé que le Président présente l'idée d'une affiche illustrant l'utilité des Sections spécialisées pour la réalisation des objectifs de développement durable.

## **XVI. Pertes/gaspillage alimentaires et normes**

34. Le secrétariat a informé les délégations des activités nouvelles ou en cours sur les pertes et le gaspillage alimentaires – et plus particulièrement des travaux de la Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais. Il a signalé la conférence du 10 novembre qui portait sur cette question et il a invité la Section à faire des communications. La Section spécialisée a souligné qu'il fallait adopter une approche à deux niveaux : premièrement, la Section pourrait réfléchir au traitement applicable aux plants de pomme de terre qui ne satisfaisaient pas aux prescriptions en matière de certification ; deuxièmement, il fallait surtout souligner que le fait de ne sélectionner que les plants conformes aux prescriptions ne constituait pas du gaspillage ; au contraire, l'élimination des produits de moins bonne qualité du cycle de multiplication protégeait la récolte suivante et donc aussi le rendement et la qualité de la production finale (c'est-à-dire des pommes de terre destinées à la consommation). Si l'on sélectionnait les produits de qualité dès le début, il y aurait moins de déchets dans la chaîne de production. La norme était donc considérée comme un moyen de limiter les déchets en préservant la qualité.

35. Le Président a donc été invité à indiquer à la session du Groupe de travail des normes et à sa conférence que la norme relative aux plants de pomme de terre n'avait pas pour effet d'accroître le gaspillage. Il a été décidé d'inviter les représentants des États-Unis, de la France, d'Israël, de l'Italie (rapporteur) et des Pays-Bas à rédiger un document concernant les utilisations possibles des plants de pomme de terre ne répondant pas aux critères de certification ainsi que les effets de la norme sur la descendance des plants et la chaîne de production de pommes de terre<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> À toutes fins utiles, la délégation néerlandaise a proposé de donner accès au lien suivant : <http://www.economist.com/technology-quarterly/2016-06-09/factory-fresh>.

## **XVII. Travaux futurs**

36. La Section spécialisée a décidé d'inscrire à son ordre du jour pour 2017 les questions ci-après :

- Guide sur la production de minitubercules (travail coordonné par l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni) ;
- Étude sur la détection des virus et exposé des méthodes de détection (au cours de la prochaine réunion des rapporteurs ou en Suisse pendant la prochaine session) ;
- Étude sur les méthodes de détection des bactéries ;
- Examen de la position de la Section spécialisée concernant la jambe noire ;
- Inspections axées sur les risques ;
- Échantillonnage aux fins de l'inspection des lots – y compris analyse de la norme et de ses annexes ;
- Taille des échantillons ;
- Régimes nationaux de certification ;
- Pomme de terre à semences véritables ;
- Pertes et gaspillage alimentaires ;
- Affiche illustrant la manière dont les travaux de la Section spécialisée s'inscrivent dans la ligne des objectifs de développement durable et contribuent à leur réalisation ;
- Action de promotion et renforcement des capacités : notamment, examen du prospectus d'information sur le renforcement des capacités ; collecte de fonds pour le renforcement des capacités et la publication de guides.

## **XVIII. Questions diverses**

37. La délégation des Pays-Bas a invité la Section spécialisée à tenir une réunion informelle des rapporteurs aux Pays-Bas en septembre 2017. Les délégations française et allemande ont indiqué que les prochaines réunions informelles des rapporteurs pourraient se tenir dans leur pays respectif en 2018. Une réunion informelle des rapporteurs pourrait aussi se tenir au Pérou lors du Congrès mondial de la pomme de terre, lorsque les dates définitives en auraient été fixées. En outre, il était toujours possible qu'une proposition de réunion informelle parvienne de Nouvelle-Zélande.

## **XIX. Élection du Bureau**

38. La Section spécialisée a élu M. John Kerr (Royaume-Uni) Président et M<sup>me</sup> Hanna Kortemaa (Finlande) et M. Nigel Crump (Australie) Vice-Présidents jusqu'aux prochaines élections, en 2017. La Section spécialisée et le secrétariat ont remercié le Vice-Président sortant, M. Willem Schrage (États-Unis), d'avoir participé et contribué pendant de nombreuses années aux travaux de la Section spécialisée.



## **XX. Adoption du rapport**

39. La Section spécialisée a adopté le rapport de sa quarante-troisième session (ECE/CTCS/WP.7/GE.6/2016/2). La prochaine session aura lieu à Genève du 29 au 31 mars 2017.

---